



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

*Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement*

Lucé, le 3 mai 2011

*Unité territoriale d'Eure-et-Loir*

**Nos réf. : 7142/RAAPC/IC11175**

**Affaire suivie par :**

**Tél. : 02 37 91 27 60 – Fax : 02 37 90 71 92**

**Courriel : [ut28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ut28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr)**

**Vérifiée par :**

- PJ :**
- un projet d'arrêté préfectoral complémentaire
  - un plan de localisation

0714220110503SYN

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRÊTÉ PREFECTORAL COMPLÉMENTAIRE MODIFIANT LES PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES  
APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DE SURFACES

SOCIÉTÉ AZ COLOR – N°ICPE 7142

COMMUNE DE GALLARDON

## **1. INTRODUCTION**

Le présent rapport est rédigé en application de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement. Il présente les prescriptions complémentaires que l'inspection des installations classées propose d'imposer à la société AZ COLOR située sur la commune de Gallardon pour modifier les prescriptions applicables à ses installations de traitement de surfaces.

## **2. CONTEXTE REGLEMENTAIRE**

La directive européenne n°2008/1/CE du 15 janvier 2008 (Directive IPPC), relative à la prévention et la réduction intégrées des pollutions, définit en annexe 1 les catégories d'installations industrielles visées par la directive et pour lesquelles des mesures de prévention doivent être prises contre les pollutions, notamment en ayant recours aux meilleures techniques disponibles.

Les documents BREF (Best available techniques REFerences documents), élaborés par la Commission Européenne, dans le cadre d'une concertation entre Etats membres, représentants industriels et organisations non gouvernementales, constituent des documents de référence européens associés à la mise en œuvre de la Directive IPPC et définissent les meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations.

La Directive IPPC a été transposée en droit français au travers de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement. Les installations listées en annexe 1 sont soumises à l'obligation de remise d'un bilan de fonctionnement à périodicité décennale. Ce bilan de fonctionnement contient notamment une analyse du fonctionnement de l'installation au cours de la période décennale passée et les mesures envisagées par l'exploitant sur la base des meilleures techniques disponibles pour supprimer, limiter et compenser les inconvénients des installations.

## **3. ANALYSE DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE ET DES ACTIVITES DU SITE**

L'établissement exploité par la société AZ COLOR est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24/10/2005

L'établissement exerce une activité de traitement de surface, soumise à autorisation suivant la rubrique 2565 pour un volume des bains de 27 m<sup>3</sup> et une activité de peinture, soumise à déclaration sous la rubrique 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **4. POSITIONNEMENT DE L'ETABLISSEMENT VIS-A-VIS DE LA DIRECTIVE IPPC**

Par courrier du 23 juin 2010, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées des éléments précisant le positionnement de l'établissement vis-à-vis de la Directive IPPC et plus particulièrement vis-à-vis de la rubrique 2.6 de l'annexe 1 de la Directive IPPC (Installations de traitement de surface de métaux et de matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique, lorsque le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m<sup>3</sup>).

Au regard de ces éléments, il apparaît que les cuves de traitement, relevant de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ont une capacité inférieure à 30 m<sup>3</sup> soit 27 m<sup>3</sup>.

Par conséquent, les activités de traitement de surfaces de l'établissement n'entrent pas dans le champ d'application de la directive européenne du 15 janvier 2008.

## **5. PROPOSITION DE SUITES A DONNER**

Considérant que :

- les activités de la société AZ COLOR appartiennent au secteur d'activité de traitement de surfaces,
- la capacité maximale des cuves affectées au traitement est de 27 m<sup>3</sup>,

les activités de traitement de surfaces du site n'entrent pas dans le champ d'application de la directive européenne n°2008/1/CE du 15 janvier 2008,

L'inspection des installations classées propose d'entériner cette situation en imposant à la société AZ COLOR une capacité maximale de 27 m<sup>3</sup> pour les cuves affectées au traitement de surface.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport est rédigé dans ce sens conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement. Ce projet d'arrêté doit être soumis préalablement au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques auquel nous proposons d'émettre un avis favorable.

Vu et transmis avec avis conforme  
à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir,  
Pour le directeur et par délégation,  
Le chef de l'Unité territoriale d'Eure-et-Loir

L'inspecteur des installations classées,